

MILTON
FRIEDMAN

CAPITALISME ET LIBERTÉ

UN CLASSIQUE
DE LA PENSÉE
ÉCONOMIQUE

**« L'UN DES LIVRES LES PLUS INFLUENTS
DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE »**
THE TIMES LITERARY SUPPLEMENT

A L I S I O

« La liberté est une plante rare et délicate. » Milton Friedman

Et si l'on retournait aux sources de l'économie classique pour penser et trouver des réponses à la situation économique actuelle ? Un livre incontournable du xx^e siècle pour mieux appréhender notre monde.

Paru pour la première fois en 1962, *Capitalisme et Liberté* est l'un des ouvrages clés de la pensée économique et libérale. Écrit sans jargon, il est le premier livre d'économie accessible à tous, vendu à plus d'un demi-million d'exemplaires aux États-Unis. Milton Friedman y défend la liberté économique comme condition nécessaire à toute liberté politique. Il y présente sa vision du libéralisme, et son analyse pointue se révèle toujours d'actualité.

« Défenseur fervent et acharné du capitalisme de marché libre, Milton Friedman fut l'un des théoriciens les plus influents du xx^e siècle, dont les idées ont transformé le monde. Capitalisme et Liberté est son manifeste, véritable profession de foi en faveur des marchés et souvent décrit à raison comme l'un des ouvrages majeurs de l'après-guerre. »

Binyamin Appelbaum,
écrivain et journaliste du *New York Times*

« L'un des ouvrages de non-fiction les plus importants du xx^e siècle. »
National Review

Milton FRIEDMAN (1912–2006) est l'un des économistes américains les plus influents du xx^e siècle. Grâce à ses nombreux travaux, il a donné une autre vision du libéralisme ; il est, entre autres, à l'origine du courant monétariste (qui prône le retrait de l'État en matière monétaire) et a fondé l'École de Chicago. Il a reçu le prix Nobel d'économie en 1976.

Avant-propos inédit de **Binyamin Appelbaum**, rédacteur en chef chargé des affaires et de l'économie au sein de la rédaction du *Times*.

17,90 €

Prix TTC France

ISBN : 978-2-37935-676-6



9 782379 356766

Traduit de l'anglais (États-Unis) par A. M. Charno



Rayons : Essais, Économie

CAPITALISME
ET
LIBERTÉ

Titre de l'édition américaine : *Capitalism and Freedom*
© The University of Chicago, 1962, 1982, 2002, 2020

Tous droits réservés. Aucune partie de cet ouvrage ne peut être utilisée ou reproduite, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation écrite préalable, sauf dans le cas de brèves citations utilisées dans des articles critiques ou des comptes rendus. Pour plus d'informations, veuillez contacter les Presses de l'Université de Chicago, 1427 E. 60th St., Chicago, Illinois 60637.

Ouvrage initialement publié en 1962, puis réédité avec une nouvelle préface en 1982 et en 2002.

Édition publiée en 2020.

Imprimé aux États-Unis d'Amérique.

(ISBN original) : 978-0-226-73479-8

Design de couverture : Elisabeth Hebert

Mise en page : Jennifer Simboiselle

Traduction française : Éd. Robert Laffont S.A., 1971

Réédition de l'ouvrage du même titre, paru en 2010 et 2018
aux éditions Leduc.

© 2026, Alisio
une marque des éditions Leduc
76, boulevard Pasteur
75015 Paris
ISBN : 978-2-37935-676-6

MILTON FRIEDMAN

CAPITALISME
ET
LIBERTÉ

Avec la précieuse contribution de Rose D. Friedman

Traduit de l'anglais (États-Unis) par A. M. Charno

ALISIO

*À Janet et David
et à leurs contemporains,
qui doivent porter la torche de la liberté
jusqu'à sa prochaine étape.*

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS DE BINYAMIN APPELBAUM	11
PRÉFACE 1962	25
PRÉFACE 1982	29
PRÉFACE 2002	35
INTRODUCTION	39
1 – LIBERTÉ ÉCONOMIQUE ET LIBERTÉ POLITIQUE	47
2 – LE RÔLE DU POUVOIR POLITIQUE DANS UNE SOCIÉTÉ LIBRE	67
3 – LE CONTRÔLE DE LA MONNAIE	87
4 – LES ARRANGEMENTS FINANCIERS ET COMMERCIAUX INTERNATIONAUX	111
5 – LA POLITIQUE FISCALE	137
6 – LE RÔLE DU POUVOIR POLITIQUE DANS L'ÉDUCATION	151

7 – CAPITALISME ET DISCRIMINATION RACIALE OU RELIGIEUSE	181
8 – DU MONOPOLE ET DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DU PATRONAT ET DES SYNDICATS	195
9 – LES PATENTES PROFESSIONNELLES	219
10 – LA DISTRIBUTION ET LA REDISTRIBUTION DES REVENUS	249
11 – LA POLITIQUE SOCIALE	269
12 – L'AIDE AUX ÉCONOMIQUEMENT FAIBLES	289
CONCLUSION	297
TABLE DES MATIÈRES	307

AVANT-PROPOS DE BINYAMIN APPELBAUM

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Tina Calogirou

Milton Friedman était un brillant économiste universitaire, qui a vu ses travaux consacrés par un prix Nobel. Cependant, c'est surtout en tant qu'intellectuel connu du grand public qu'il restera dans les livres d'histoire. Défenseur fervent, acharné et influent du capitalisme libéral, Milton Friedman fut l'un des théoriciens les plus influents du ^{xx}e siècle, dont les idées ont transformé le monde.

Publié en 1962, *Capitalisme et liberté* est son manifeste, véritable profession de foi en faveur des marchés et souvent décrit à raison comme l'un des ouvrages majeurs de l'après-guerre. Son credo : le capitalisme n'est pas seulement un moteur de prospérité, il est aussi une source de liberté économique pour le citoyen, un élément sous-estimé aux yeux de l'auteur dans le débat de son époque : dans une économie de marché, chacun est libre de gagner de l'argent comme il l'entend et de le dépenser comme il le souhaite. Et les bienfaits du capitalisme ne s'arrêtent pas là. Pour Milton Friedman, la liberté économique est « la condition nécessaire à la liberté politique ».

Plus d'un demi-siècle plus tard, il est difficile de mesurer la radicalité de ces idées à l'époque de la publication de l'ouvrage. Le terme même de «capitalisme» était quelque peu tombé en disgrâce, figurant moins souvent dans les livres publiés au cours des années 1950 que dans toute autre décennie d'après-guerre. Et lorsqu'il était utilisé, c'était souvent dans une acception péjorative. Aux États-Unis, et plus encore en Europe occidentale, l'opinion dominante était que la préservation de la liberté politique passait par une restriction considérable de la liberté économique, notamment par une régulation stricte des marchés et une redistribution importante de la production économique. Dans les années 1960, sous les présidences de John. F. Kennedy et de Lyndon B. Johnson, l'influence des partisans d'une régulation active de l'économie connut son apogée. Par moments, la politique économique du gouvernement fédéral semblait à l'opposé de toutes les préconisations de Milton Friedman.

Les pouvoirs publics jouissaient alors d'une confiance qui trouvait son origine dans les traumatismes de la Grande Dépression et de la Seconde Guerre mondiale, ainsi que dans les avancées de la science, comme les antibiotiques et l'énergie nucléaire, qui inspiraient confiance dans la capacité de l'humanité à maîtriser son destin. Marqué par ces mêmes expériences, Milton Friedman en tirait des conclusions fort différentes. Fils d'immigrants juifs d'Europe de l'Est, Milton Friedman naît à Brooklyn le 31 juillet 1912. Peu après sa naissance, sa famille s'installe à Rahway, dans le New Jersey, où ses parents, qui sont commerçants, gagnent modestement leur vie. À seize ans, il entre à l'université Rutgers, en 1928, pour étudier les mathématiques dans le but de devenir actuaire. Mais il se passionne pour l'économie et l'un de ses professeurs l'aide à accéder au cursus très sélectif d'études supérieures en économie de l'université de Chicago. C'est là, lors de l'un des premiers cours, qu'il s'installe à côté de Rose Director, qui deviendra son épouse et sa collaboratrice. En 1935, le couple, à court

d'argent, s'installe à Washington, D.C., où Milton Friedman travaillera pour le gouvernement fédéral au cours de l'essentiel de la décennie suivante.

À Washington, Milton Friedman contribue à la conception du système moderne de prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu – un dispositif essentiel, ironie du sort, au financement de l'État-providence. Durant cette même période, il entame également une critique du rôle croissant de l'État dans l'économie, considérant que le monde est d'une complexité quasi mystique, que l'avenir est impossible à prévoir et que les politiques visant à améliorer les conditions de vie de la population ne conduisent généralement qu'à une aggravation. Les responsables politiques agissant à vue, la meilleure stratégie consiste à intervenir le moins possible et de surcroît à le faire lentement – une préconisation qu'il réitérera à maintes reprises au cours de sa longue carrière.

Cette conception du monde était nourrie par une vision romantique du passé, Milton Friedman opposant volontiers les errements de responsables politiques pétris de bonnes intentions à une époque révolue imaginaire, où l'État restait en retrait et où chacun subvenait à ses besoins, en tirant le meilleur parti de ses capacités.

Cette vision des choses découle aussi de l'expérience de Milton Friedman qui était juif, minorité subissant alors d'importantes discriminations. Au début de sa carrière, il s'est vu refuser un poste menant à une titularisation à l'université du Wisconsin, en partie en raison de l'antisémitisme de certains enseignants de la faculté d'économie. La solution préconisée par Milton Friedman pour lutter contre les discriminations était très différente de celles de nombre de ses contemporains. Tandis que les mouvements de défense des droits civiques du ^{xx}e siècle en appelaient à une protection de l'État, Milton Friedman estimait que les minorités devaient plutôt faire confiance aux marchés. «C'est un fait

historique marquant, écrit-il, qu'en même temps que se développait le capitalisme, les groupes religieux, raciaux ou sociaux particuliers subissaient une discrimination sans cesse décroissante dans le domaine économique. » Dans un marché libre, la discrimination est extrêmement coûteuse, faisait-il valoir, si coûteuse qu'il n'est pas nécessaire de l'interdire. Les forces du marché se chargeront de son élimination.

Dans les années 1940 et 1950, le plaidoyer de Milton Friedman en faveur du recours aux marchés et d'une réduction du rôle de l'État est pour l'essentiel resté cantonné à ses travaux universitaires. Ses principales contributions, notamment une théorie sur l'impact des changements de revenus sur le comportement des consommateurs et une histoire de la politique monétaire des États-Unis, sont venues apporter un crédit intellectuel à son argumentation contre une intervention active dans l'économie. Cependant, à de rares occasions, Milton Friedman s'est adressé à un public plus vaste, notamment avec une publication de 1946 critiquant le contrôle des loyers, *Roofs or Ceilings? The Current Housing Crisis*, coécrite avec son ami et collègue économiste George Stigler. Au début des années 1960, Milton Friedman était devenu un universitaire éminent et respecté, jouissant d'une notoriété à la hauteur de son statut. Il intervenait dans des émissions de radio à destination du grand public et était auditionné par le Congrès sur des sujets techniques. En 1961, *Time* qualifiait Milton Friedman d'« économiste conservateur le plus brillant » des États-Unis. Cependant, à la veille de la publication de *Capitalisme et liberté*, les responsables de la Réserve fédérale pouvaient encore affirmer sans rougir qu'ils ne connaissaient pas ses travaux.

*

L'ouvrage s'ouvre sur une critique du discours d'investiture prononcé un an plus tôt par le président John F. Kennedy, et plus

particulièrement sur la phrase la plus célèbre du discours, qui reste l'une des plus illustres de l'histoire de l'art oratoire présidentiel : « Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous ; demandez-vous plutôt ce que vous pouvez faire pour votre pays. » Pour Milton Friedman, cet appel du président Kennedy résumait tout ce qui n'allait pas aux États-Unis : « Rien ici, pourtant, qui traduise entre le citoyen et ceux qui le gouvernent une relation digne des idéaux d'hommes libres dans une société libre. » À son sens, le Président suggère l'existence d'une relation paternaliste entre l'État et le peuple américain. L'État, estime Milton Friedman, est un outil permettant aux citoyens de poursuivre collectivement des objectifs communs – et il convient de l'utiliser avec modération. « Le gouvernement est certes nécessaire à la préservation de la liberté ; c'est l'instrument qui nous permet d'en jouir. Mais c'est en même temps la mettre en danger que de concentrer le pouvoir entre les mains des politiques. » Selon Milton Friedman, s'en remettre aux marchés autant que faire se peut est la meilleure approche pour accroître la prospérité, réduire les inégalités des chances – et renforcer la démocratie, en limitant les sujets sur lesquels les citoyens doivent s'accorder.

Suit une analyse lucide et systématique de la forme que pourrait adopter un État réduit à la portion congrue. L'auteur n'érige pas en principe que moins il y a d'État, mieux c'est, en toutes circonstances, mais présente plutôt une série d'analyses et de conclusions. Le lecteur suit Milton Friedman dans son cheminement, et même lorsque le point d'arrivée du raisonnement semble évident, la démonstration se révèle parfois saisissante. Va-t-il vraiment plaider en faveur d'une suppression des autorisations d'exercer pour les médecins ? De la sécurité sociale ? Des déductions fiscales pour les dons caritatifs ? (Réponses : oui, oui et oui.)

La popularité durable de cet ouvrage est largement à mettre au crédit de Rose Director Friedman, qui a assemblé des extraits de

travaux antérieurs de Milton Friedman. Après lui avoir adressé des remerciements dans le livre, il a reconnu par la suite qu'elle aurait en réalité dû être mentionnée comme coautrice. Le chapitre sur l'éducation est tiré d'un article de 1955 ; le premier chapitre d'une conférence donnée à Princeton en 1956. La principale source du livre est une série de conférences données par Milton Friedman au Wabash College, dans l'ouest de l'Indiana, en juin 1956, où il est intervenu en tant qu'orateur vedette lors d'un séminaire destiné à de jeunes professeurs d'économie, durant l'été. Certaines parties sont longues et détaillées, d'autres prennent essentiellement la forme de listes à puces. Quoique disparates, ces fragments s'assemblent en une argumentation élégante questionnant les bienfaits de politiques gouvernementales reposant sur de bonnes intentions. « Après un tel bilan, pourquoi la charge de la preuve incombe-t-elle encore à ceux d'entre nous qui s'opposent aux nouveaux programmes gouvernementaux ? », s'interroge Milton Friedman dans la conclusion, sur un ton plaintif.

Milton Friedman qualifie de « libéral » le scepticisme que lui inspire l'État. Toujours pugnace, il n'est pas disposé à céder cette notion à ses adversaires idéologiques. Au début de l'ouvrage, il se dit partisan du libéralisme « dans son sens original : celui de doctrine propre à un homme libre », reconnaissant que la cause du libéralisme a été revendiquée par ceux qui prônaient « ces mêmes politiques d'intervention et de paternalisme étatiques qu'avait combattues le libéralisme classique ». Cependant, il ne se considérait pas comme un conservateur, qualificatif que lui attribuaient si volontiers tant ses alliés que ses détracteurs. Après tout, ne prônait-il pas un changement radical ?

Charmant, enthousiaste et vif d'esprit, Milton Friedman était un débateur redoutable. On disait qu'il était préférable de croiser le fer avec lui une fois qu'il avait quitté la pièce. L'homme avait également une vision très claire de la meilleure stratégie pour influencer

sur la politique : c'est en temps de crise que les occasions se présentent. La clé, écrivait-il, était de maintenir les idées « actuelles jusqu'à ce que le politiquement impossible devienne le politiquement inévitable ».

Dès 1951, il avait prédit que le moment opportun était venu : l'opinion publique, estimait-il, commençait à perdre patience face à un État trop présent. « L'heure est venue pour un nouveau courant de pensée de venir remplacer l'ancien », écrivait-il. Une prévision par trop optimiste. Car en 1962, l'opinion publique n'était toujours pas entièrement prête à adhérer au discours de Milton Friedman.

*

La publication de *Capitalisme et liberté* a constitué une charnière, faisant passer Milton Friedman du monde universitaire à la sphère publique. Cependant, sa pensée n'a pas d'emblée trouvé auprès du grand public l'écho auquel il aspirait. Les journaux à grand tirage comme le *New York Times* n'ont pas publié de critiques du livre, incitant Milton Friedman à déplorer, à raison, que ces titres de presse traitaient pourtant régulièrement d'ouvrages présentant des idées économiques libérales, écrits par des professeurs de notoriété comparable à la sienne.

Cependant, l'ouvrage et les idées qu'il défendait se sont progressivement imposés dans la culture dominante.

Le sénateur de l'Arizona Barry Goldwater, candidat républicain à la présidence en 1964 et adepte de la première heure, a fait appel à Milton Friedman comme conseiller. Celui-ci a contribué à l'écriture des discours du candidat et a publié dans le *New York Times Magazine* un essai intitulé « The Goldwater View of Economics » (La vision de l'économie selon Goldwater), qui présentait en réalité la vision de l'économie selon Milton Friedman.

Barry Goldwater a été défait par Lyndon B. Johnson, mais d'autres responsables politiques conservateurs ont discerné le potentiel que recelait ce message économique. L'un des collaborateurs de Ronald Reagan se souvient qu'en 1966, lorsqu'il s'est présenté aux élections pour le poste de gouverneur de Californie, le futur Président avait sur lui un exemplaire de *Capitalisme et liberté*. Les idées de Milton Friedman ont trouvé un écho chez Ronald Reagan, qui a pris l'habitude de consulter régulièrement l'économiste. Dans une allocution radiophonique prononcée en 1976, Ronald Reagan a exhorté les décideurs politiques de Washington à tenir compte des préconisations de Milton Friedman en matière de politiques publiques. Cinq ans plus tard, c'est Ronald Reagan lui-même qui arrivait à Washington.

Stephen Herbits quant à lui a lu cet ouvrage alors qu'il étudiait l'économie à Tufts University au début des années 1960, ce qui a éveillé son intérêt pour la politique. Il a particulièrement été impressionné par l'appel lancé par Milton Friedman aux autorités pour mettre un terme à la conscription militaire et renforcer les rangs des forces armées « en payant le prix adéquat pour attirer le nombre nécessaire d'hommes ». À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le Congrès avait autorisé le maintien de la conscription et, tous les ans, des dizaines de milliers de jeunes Américains devaient accomplir un service militaire obligatoire. Aux yeux de Milton Friedman, la conscription était à la fois immorale et inefficace, en ce qu'elle constituait une atteinte à la liberté des jeunes gens et les empêchait de mener leurs vies comme ils l'entendaient. À son sens, il était préférable de rémunérer des soldats au prix du marché et de laisser le sergent Elvis Presley se consacrer à la chanson. À la sortie de l'université, Stephen Herbits est embauché au Congrès et s'engage très tôt en faveur de la fin de la conscription. Il sert de plume à plusieurs députés Républicains libéraux pour la rédaction d'un livre intitulé *How to End the Draft: The Case for an All-Volunteer Army*

(Comment mettre fin à la conscription : plaidoyer pour une armée de métier) publié en 1967. Milton Friedman, lui aussi, continue à plaider pour la suppression du service militaire obligatoire, idée reprise par Richard Nixon dans sa campagne présidentielle de 1968. Arrivé à la Maison-Blanche, Richard Nixon nomme Milton Friedman et Stephen Herbits au sein d'une commission présidentielle qui préconisera le passage à une armée de métier. De fait, la conscription prendra fin en 1973, l'une des avancées dont Milton Friedman se dira le plus fier. «Aucune des politiques publiques auxquelles j'ai contribué, écrira-t-il plus tard, ne m'a procuré autant de satisfaction.»

Henry Manne, lui aussi, a lu *Capitalisme et liberté*. Dans les années 1970, ce professeur de droit formé à l'université de Chicago a entrepris d'enseigner l'économie de marché aux autorités judiciaires fédérales. Pour cela, il a convié des juges à des séminaires gratuits dans le sud de la Floride, qui ont pu assister à des conférences données par des économistes, parmi lesquels Milton Friedman. En 1990, Henry Manne avait réussi à s'adresser à pas moins de 40 % de tous les juges fédéraux en exercice, et à faire remettre à chaque participant un exemplaire de *Capitalisme et liberté*.

L'œuvre de Milton Friedman a également trouvé un écho à l'étranger. «Nous avons suivi les enseignements de Milton Friedman», a reconnu Margaret Thatcher en 1992 dans un discours revenant sur ses années de Première ministre du Royaume-Uni. Vaclav Klaus, le deuxième président de la République tchèque après la chute de l'Union soviétique, quant à lui, a déclaré que sous le régime communiste, l'œuvre de Milton Friedman, entrée clandestinement en Tchécoslovaquie et dans d'autres pays communistes, souvent dans des traductions non autorisées, avait fait office de phare dans la nuit. «Si je suis devenu un partisan convaincu de l'économie de marché sans restrictions, a déclaré Vaclav Klaus, c'est grâce à lui.» Au Chili, des économistes partisans du marché libre formés à l'université de

Chicago ont incité le dictateur militaire Augusto Pinochet à mettre en œuvre des politiques axées sur le marché. L'un d'eux, Jose Pinera, artisan de la privatisation du système de sécurité sociale chilien, a reconnu s'être inspiré de *Capitalisme et liberté*.

Petit à petit, le livre est devenu un best-seller auprès du grand public. Ses droits d'auteur ont permis de financer la construction de la résidence secondaire du couple Friedman dans le Vermont, baptisée «Capitaf» en hommage. Le succès de l'ouvrage a également contribué à faire connaître Milton Friedman du grand public, lançant ainsi sa seconde carrière. Devenu chroniqueur pour *Newsweek*, il est aussi intervenu régulièrement dans des émissions de télévision et a souvent été reçu à la Maison-Blanche sous les mandats de trois présidents républicains, Richard Nixon, Gerald Ford et Ronald Reagan. En 1980, il a présenté une série en dix épisodes sur PBS, *Free to Choose*, dans laquelle il détaillait ses idées économiques et politiques. Daniel Patrick Moynihan disait de lui qu'il était «le penseur politique et social le plus créatif de notre époque.»

*

Milton Friedman a vécu jusqu'en 2006, assez longtemps pour voir nombre de ses idées radicales devenir communément admises. Cependant, même au crépuscule de sa vie, il prenait ses distances avec ceux qui célébraient ses victoires, considérant plutôt que bien des choses restaient inchangées. «J'ai établi une longue liste de mesures que l'État ne devrait pas mettre en œuvre», a-t-il déclaré en 2006 lors d'un entretien avec l'économiste Russ Roberts. «La seule de mes préconisations qui a réellement été appliquée est la création d'une armée de métier.»

C'était vrai alors, dans une certaine mesure. Or avec le recul, les choses apparaissent sous un jour fort différent.

Depuis la parution de *Capitalisme et liberté* en 1962, les politiques économiques, aux États-Unis et dans le monde, ont radicalement changé, dans le sens des préconisations de Milton Friedman. Si les victoires restent incomplètes, les changements n'en demeurent pas moins spectaculaires. Ainsi, les idées de Milton Friedman ont profondément remodelé la régulation de la conjoncture économique par les pouvoirs publics et leurs réactions aux périodes de ralentissement, conférant un rôle de premier plan aux banques centrales. On se souvient qu'aux yeux de Milton Friedman, c'est la Réserve fédérale qui avait provoqué la Grande Dépression, transformant une récession ordinaire en crise historique faute d'avoir injecté suffisamment de fonds dans l'économie. En 2002, à l'occasion du quatre-vingt-dixième anniversaire de Milton Friedman – qui marquait aussi le quarantième anniversaire de la publication de *Capitalisme et liberté* – Ben S. Bernanke, alors membre du Conseil des gouverneurs de la Fed, a dit à l'économiste ainsi qu'à Anna Schwartz, sa coautrice pour quantité de publications : « Concernant la Grande Dépression : vous avez raison. Nous l'avons provoquée. Et nous en sommes désolés. Mais grâce à vous, nous ne le referons pas. » Quelques années plus tard, Ben S. Bernanke, devenu président de la Fed, tiendra cette promesse lors de la crise financière de 2007-2009, en injectant massivement des liquidités dans le système bancaire pour relancer l'économie.

Les idées de Milton Friedman n'ont pas toutes rencontré un écho favorable. Certaines, comme la proposition de privatiser les parcs nationaux, n'ont jamais convaincu. D'autres continuent à susciter des débats animés, comme les chèques-scolarité et la privatisation de la sécurité sociale. Cependant, quantité d'idées présentées dans les pages de *Capitalisme et liberté* sont aujourd'hui communément admises, au point que ce sont désormais leurs détracteurs qui font figure de radicaux. Ainsi, Milton Friedman préconisait que les États renoncent à un accord international fixant les valeurs relatives des devises nationales pour adopter des taux de change flottants, une

idée qui s'est imposée. Il estimait aussi que les universités publiques devaient augmenter leurs frais de scolarité, que les pouvoirs publics devaient cesser de construire des logements sociaux, et que les taux d'imposition sur le revenu devaient être considérablement réduits. Par ailleurs, il plaidait en faveur d'un impôt sur le revenu négatif pour venir en aide aux ménages les plus modestes – une idée mise en œuvre sous la forme du crédit d'impôt sur le revenu. « Il a eu davantage d'influence sur les politiques économiques telles qu'elles sont menées de nos jours partout dans le monde que n'importe quelle autre personnalité moderne », a écrit Larry Summers, économiste de Harvard et conseiller de plusieurs présidents démocrates, à l'occasion de la mort de Milton Friedman en 2006.

*

Dans une courte préface de l'édition de *Capitalisme et liberté* publiée pour le quarantième anniversaire de la parution de l'ouvrage, en 2002, Milton Friedman écrit qu'il commence à remettre en question son postulat fondamental, à savoir la nature symbiotique du capitalisme et de la liberté. En revanche, il considère toujours que le capitalisme est une condition préalable nécessaire à la liberté politique. Ainsi, en analysant l'essor des pays en développement, il écrit : « Dans tous ces cas, conformément à la thèse exposée dans le présent ouvrage, l'accroissement de la liberté économique va de pair avec l'accroissement des libertés civiles et politiques et conduit à une prospérité accrue ; le capitalisme de concurrence et la liberté se révèlent ainsi inséparables. » Cependant, il n'est plus convaincu que la liberté politique soit indispensable à la liberté économique. Dans certaines situations, écrit-il, la liberté politique « entrave les libertés économiques et civiques ».

Un changement de pied spectaculaire. Milton Friedman, l'homme qui avait convaincu tant de gens que le marché libre était indispensable à d'autres libertés, suggère désormais qu'il faut

accepter de les restreindre. Il distingue ce qu'il appelle les libertés civiles, jugées sûres, des libertés politiques, potentiellement dangereuses à ses yeux. Même s'il ne fournit pas de définitions précises des libertés civiles et politiques, on peut déduire le sens qu'il donne à ces notions en se référant aux travaux de certains de ses alliés intellectuels, qui défendaient depuis longtemps l'idée que les sociétés doivent restreindre la liberté politique pour préserver la liberté économique, notamment le droit de propriété. En d'autres termes, la liberté jugée dangereuse par Milton Friedman est celle de réglementer les marchés ou de redistribuer la propriété privée. Le contrôle des capitaux, à savoir la restriction de la libre circulation des fonds à l'échelle internationale, en est un exemple parlant. Dans *Capitalisme et liberté*, il qualifie ces mesures de violation fondamentale de la liberté économique, sans toutefois vouloir interdire aux États de les imposer. Dans les années qui ont suivi, cependant, d'autres partisans du libre marché ont plaidé, avec succès, pour des restrictions internationales à la souveraineté des États, par exemple en imposant aux démocraties des pays développés de renoncer au contrôle des capitaux pour pouvoir adhérer à l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Avec les années, nous avons compris que les lois du marché restreignent aussi plus directement d'autres libertés. Limiter la redistribution de la production économique contribue à concentrer les richesses entre les mains d'un très petit nombre. L'économie américaine n'a jamais été aussi prospère et pourtant, des millions d'Américains ne vivent pas à l'abri du besoin, nombreux à être privés de logements et soins de santé – et aussi de perspectives d'avenir. Les personnes issues de quartiers défavorisés ont moins de perspectives d'avenir que jamais par le passé, en partie parce que les inégalités héritées de discriminations passées se ressentent encore dans la répartition des richesses et la répartition géographique des opportunités. Ces inégalités mettent à mal le sentiment d'appartenance à un collectif, indispensable au bon fonctionnement d'une

démocratie. Parler de « Nous, le peuple » (*We the people*) devient plus difficile, le « Nous » ayant toujours moins de choses en commun.

La thèse de Milton Friedman, selon laquelle « l'usage généralisé du marché réduit la tension à laquelle est soumis le tissu social », repose aussi sur une conception erronée de la société, dont la nature s'apparente davantage à un muscle qu'à un tissu. Les réseaux sociaux se renforcent par leur utilisation. La caractéristique principale d'une société est la responsabilité collective, tandis que celle du marché réside dans la possibilité de le quitter.

La seule conclusion pertinente est que la relation unissant capitalisme et liberté est complexe, qu'il convient d'apprécier ces deux notions séparément, et qu'un équilibre doit être trouvé entre leurs impératifs contradictoires. Alors que les générations successives sont toutes confrontées à ce défi, l'ouvrage de Milton Friedman conserve toute sa pertinence, au-delà de la place indéniable qu'il occupe dans l'histoire intellectuelle et politique du xx^e siècle. *Capitalisme et liberté* nous livre un exposé exceptionnellement clair des arbitrages inhérents à ces notions, véritable outil de clarification, peut-être tout particulièrement pour ceux désireux d'aboutir à des conclusions différentes.

PRÉFACE 1962

Ce livre est l'aboutissement longtemps différé d'une série de causeries prononcées en juin-1956 à Wabash College, lors d'une conférence dirigée par John Van Sickle et Benjamin Rogge et patronnée par la fondation Volker.

Au cours des années qui suivirent, je me suis adressé sur le même sujet aux participants des conférences Volker dirigées par Arthur Kemp à Claremont College, par Clarence Philbrook à l'université de Caroline du Nord, et par Richard Leftwisch à l'université d'État d'Oklahoma. Chaque fois, j'ai traité de ce qui fait ici le contenu des deux premiers chapitres, qui portent sur les principes, puis j'ai appliqué ces principes à un ensemble varié de problèmes spécifiques.

Aux directeurs de ces conférences, je dois non seulement leur invitation à venir y parler, mais surtout leurs critiques, leurs commentaires, et les amicales pressions qu'ils ont exercées sur moi pour que je tente de rédiger un premier état de mes propos. J'ai aussi une dette envers Richard Cornuelle, Kenneth Templeton et Ivan Bierly, de la fondation Volker, qui eurent la charge d'organiser les conférences ; et envers les participants, qui, par leurs interventions

incisives, par le profond intérêt qu'ils ont montré pour les questions débattues, et par leur inextinguible enthousiasme intellectuel, m'ont forcé à repenser plusieurs points de mon exposé et à corriger un certain nombre d'erreurs. Cette série de conférences est à mettre au compte des expériences intellectuelles les plus stimulantes de ma vie. Inutile de dire qu'il n'y a sans doute aucun des directeurs ou des participants qui soit d'accord avec tout ce qui figure dans mon livre. Mais je gage qu'ils ne se refuseront pas à en prendre une part de responsabilité.

Je dois la philosophie qu'exprime cet ouvrage, et beaucoup de détails que l'on y trouvera, à de nombreux collègues, maîtres et amis, au premier rang desquels figure le groupe éminent dont j'ai l'honneur de faire partie à l'université de Chicago : Frank H. Knight, Henry C. Simons, Lloyd W. Mints, Aaron Director, Friedrich A. Hayek et George J. Stigler. Je leur demande de me pardonner l'incapacité où je suis de leur rendre les nombreuses idées qu'ils retrouveront ici. Ils m'ont tant appris, et cela s'est à ce point intégré à ma propre pensée, que je ne saurais comment distinguer dans le cours de mon texte ce que je dois à chacun.

Je n'ose essayer de donner la liste des nombreuses autres personnes auxquelles je suis redevable, de crainte de me montrer injuste en omettant involontairement certains noms. Mais je ne peux m'empêcher de mentionner mes enfants, Janet et David, dont le refus d'accepter quoi que ce soit comme article de foi m'a contraint à parler de questions techniques dans une langue simple et par là à améliorer et ma compréhension du sujet et, je l'espère, ma manière de l'exposer. Je me hâte d'ajouter que, pour eux aussi, s'ils prennent la responsabilité de leurs opinions, il n'est pas question d'identité de vues.

J'ai librement utilisé des travaux déjà publiés. Le chapitre premier est la version revue d'un texte d'abord paru dans les *Essays*

in Individuality, sous la direction de Felix Morley (University of Pennsylvania Press, 1958) et, sous une autre forme encore mais sous le titre qui est le sien aujourd'hui, dans The New Individualist Review, Vol. I, n° 1 (avril 1961). Le chapitre 6 est de même la version revue d'un article publié pour la première fois sous le même titre dans Economics and the Public Interest, sous la direction de Robert A. Solo (Rutgers University Press, 1955). Certains passages des autres chapitres sont empruntés à plusieurs de mes livres et articles.

Le refrain : « Sans ma femme, ce livre n'aurait pas été écrit » est devenu un lieu commun des préfaces universitaires. Dans le cas présent, il se trouve que c'est littéralement vrai. Ma femme a rassemblé les fragments des diverses conférences, unifié les différentes versions, traduit mon style parlé en quelque chose de plus proche de la langue écrite, et, du début à la fin, a été le moteur qui a permis que le livre soit achevé. C'est une litote que l'assistance dont il est question en page de titre.

Muriel A. Porter, ma secrétaire, m'a été une aide efficace et digne de confiance en temps de besoin, et ma dette est très grande envers elle. Elle a tapé la plus grande partie du manuscrit, ainsi que plusieurs états partiels qui en ont précédé la rédaction définitive.